

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
3 février 2015
Français
Original : chinois

**Lettre datée du 3 février 2015, adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent de la Chine
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous informer que le Conseil de sécurité tiendra un débat public au niveau ministériel le lundi 23 février 2015 sur le thème suivant : « Maintien de la paix et de la sécurité internationales : contempler l'histoire et réaffirmer avec force les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies ». Vous trouverez ci-joint un document de réflexion destiné à éclairer le débat (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent
de la République populaire de Chine
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(Signé) **Liu Jieyi**

* Nouveau tirage pour raisons techniques (24 février 2015).



**Annexe à la lettre datée du 3 février 2015 adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
de la République populaire de Chine
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Document de réflexion

**Maintien de la paix et de la sécurité internationales :
contempler l'histoire et réaffirmer avec force les buts
et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies**

Cette année marque le soixante-dixième anniversaire de la création de l'Organisation des Nations Unies et de la victoire mondiale sur le fascisme. L'ONU a vu le jour dans les décombres de la Seconde Guerre mondiale et résulte d'une longue lutte menée par l'humanité pour la paix et le développement. Elle incarne la détermination exprimée par les peuples de toutes les nations « à préserver les générations futures du fléau de la guerre qui deux fois en l'espace d'une vie humaine a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances » et « à vivre en paix l'un avec l'autre dans un esprit de bon voisinage ». Elle porte les aspirations au maintien de la paix et de la sécurité et à la promotion du développement économique partagées par l'ensemble de la communauté internationale. L'ONU constitue l'organisation intergouvernementale la plus universelle et représentative et celle investie de la plus grande autorité. Elle joue ainsi un rôle de premier plan dans le maintien de la paix mondiale et la promotion du développement de tous les pays ainsi que de la coopération internationale, qui l'a amenée à traverser de nombreuses épreuves au long de son parcours mouvementé.

Ayant pris la présidence du Conseil de sécurité le 2 février 2015, la Chine entend organiser un débat public sur le thème suivant : « Maintien de la paix et de la sécurité internationales : contempler l'histoire et réaffirmer avec force les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies ». Les raisons ayant présidé à l'organisation de ce débat sont décrites ci-après.

Si le monde a connu des changements profonds et complexes depuis la création de l'ONU il y a 70 ans, l'évolution vers la multipolarité, le processus de mondialisation de l'économie et l'importance de la paix et du développement pour notre époque demeurent néanmoins des constantes. L'avenir du développement s'annonce aujourd'hui brillant, ce qui constitue une occasion historique pour la société humaine. La Charte des Nations Unies a établi les principes du respect de la souveraineté des États, de l'intégrité territoriale, du règlement pacifique des conflits internationaux et de la non-intervention dans les affaires intérieures, qui constituent la pierre angulaire du droit international contemporain et des relations internationales et sont au centre de l'instauration de la primauté du droit dans les relations internationales. L'histoire a prouvé de façon répétée que, lorsqu'ils sont maintenus et défendus, ces principes sont une richesse pour l'humanité, mais que toute déviation ou négation de ces principes est une source de maux inépuisable. Les États Membres doivent garder en mémoire le contexte dans lequel l'ONU a vu le jour afin de bien aborder l'avenir et de protéger ensemble la paix. Ce n'est que si les souffrances imposées par la guerre restent présentes à l'esprit de tous que l'on peut espérer la paix. Les États Membres doivent réaffirmer leur solide attachement aux

buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies ainsi qu'aux règles de base régissant les relations internationales. Ils doivent s'engager à protéger la paix et la sécurité internationales, à promouvoir une justice internationale équitable et à ne plus jamais entrer en guerre. La communauté internationale doit plaider pour une sécurité commune, globale, coopérative et durable, promouvoir un nouveau modèle pour les relations internationales axé sur une coopération profitant à tous et œuvrer à un monde harmonieux où régneraient une paix durable, une sécurité universelle et une prospérité commune.

Nous espérons que ce débat public sera l'occasion pour de nombreux pays de réaffirmer leur engagement en faveur des buts et principes de la Charte des Nations Unies, qu'il créera une atmosphère propice à la célébration des 70 ans de l'ONU et de la victoire sur le fascisme, et qu'il marquera le lancement des événements commémoratifs s'y rapportant. Nous proposons que le débat porte particulièrement sur les questions suivantes :

- La défense des buts et principes de la Charte des Nations Unies. La Charte offre une base solide pour l'application véritablement universelle du droit international ainsi que pour l'instauration de la primauté du droit dans les relations internationales. Tous les pays doivent se remémorer les buts et principes de la Charte, respecter scrupuleusement leurs engagements en faveur de la paix et de l'état de droit et promouvoir la primauté du droit dans les relations internationales ainsi qu'une justice internationale équitable;
- Le maintien des principes de l'égalité souveraine et de la non-intervention dans les affaires intérieures. La souveraineté est le symbole de l'indépendance des États, elle incarne et garantit les intérêts nationaux. On ne peut tolérer aucune violation de la souveraineté des États ni de leur intégrité territoriale. Tous les États, grands ou petits, forts ou faibles, riches ou pauvres, sont membres à part entière de la communauté internationale, et jouissent à ce titre du droit de participer sur un pied d'égalité aux affaires internationales. Il revient au peuple de chaque État de s'occuper des affaires intérieures de celui-ci. Chaque État Membre doit respecter les intérêts primordiaux et les préoccupations majeures des autres, ainsi que le système social et le mode de développement qu'ils se sont choisis. Le Conseil de sécurité doit prendre en considération le rôle et les préoccupations des États concernés lorsqu'il déploie des opérations de maintien de la paix et lance des travaux de consolidation de la paix après les conflits;
- L'attachement au règlement pacifique des conflits internationaux. La communauté internationale doit s'efforcer de régler les désaccords et les conflits entre les pays de manière pacifique par le dialogue et la concertation. Le Conseil de sécurité doit lui aussi promouvoir le règlement pacifique des conflits et soutenir en priorité les efforts des pays et des organisations régionales visant à régler les conflits par des moyens pacifiques tels que le dialogue, la négociation, la consultation et les bons offices. Avant de faire une recommandation, comme le Chapitre VI de la Charte l'y autorise, le Conseil de sécurité doit s'assurer que celle-ci va bien dans le sens du travail en cours pour le règlement pacifique des conflits. Il doit se montrer prudent à l'égard de l'adoption de mesures coercitives, qui ne doivent être prises que lorsqu'une réelle menace pèse sur la paix et la sécurité internationales;

- La promotion de la démocratie et de la primauté du droit dans les relations internationales. Les États Membres doivent respecter le droit international ainsi que les principes fondamentaux régissant les relations internationales. Ils doivent chercher à distinguer le bien du mal et promouvoir la paix et le développement au moyen de règles universellement applicables, protéger ensemble l'autorité et l'inviolabilité du droit international et de l'ordre mondial qu'il sous-tend, exercer leurs droits dans le respect des lois et s'opposer au détournement du droit international. La réglementation internationale doit quant à elle se faire sur la base d'une participation égale et démocratique de tous les pays. Il faut notamment que les pays en développement de petite et de moyenne taille, qui constituent la majorité des États Membres, puissent participer sur un pied d'égalité à l'établissement de règles dans les domaines de la paix et de la sécurité; et
 - La recherche d'un développement et d'une coopération qui profitent à tous. Le développement florissant de tous les pays est à la base de la sécurité commune. Chaque État doit œuvrer pour le développement des autres autant que pour le sien, de façon à ce que celui-ci profite le mieux possible au plus grand nombre. Les politiques mises en œuvre par les États Membres pour le traitement des affaires internationales doivent se fonder sur la recherche d'une coopération dont tout le monde puisse sortir gagnant. Les États doivent unir leurs intérêts nationaux à ceux de l'ensemble de la communauté mondiale et s'efforcer de mieux faire converger les intérêts de tous les pays. Il nous faut rester unis dans les moments difficiles, assumer nos responsabilités communes et répondre ensemble aux défis planétaires.
-